SECTION 04 : REGLES D'ORIGINE ET METHODES DE COOPERATION ADMINISTRATIVE.

VI.05.04.01 - REGLES GENERALES

VI.05.04.01.01 - Critères de base pour l'acquisition de l'origine

Aux termes de l'article 2 du protocole :

1- Sont considérés comme produits originaires du Maroc :

- (a) les produits entièrement obtenus au Maroc;
- (b) les produits obtenus au Maroc et contenant des matières qui n'y ont pas été entièrement obtenues, à condition que ces matières aient fait l'objet au Maroc d'ouvrages ou de transformations suffisantes.

2- Sont considérés comme produits originaires de la Communauté :

- (a) les produits entièrement obtenus dans la Communauté ;
- (b) les produits obtenus dans la Communauté et contenant des matières qui n'y ont pas été entièrement obtenues, à condition que ces matières aient fait l'objet dans la Communauté d'ouvrages ou de transformations suffisantes ;
- (c) les marchandises originaires de l'Espace économique européen (Islande, Liechtenstein, Norvège et les Etats de la Communauté Européenne).

VI.05.04.01.02 - La notion de "produits entièrement obtenus"

Sont considérés comme entièrement obtenus au Maroc ou dans la Communauté :

- (a) les produits minéraux extraits de leur sol ou de leur fond de mers ou d'océans ;
- (b) les produits du règne végétal qui y sont récoltés ;
- (c) les animaux vivants qui y sont nés et élevés ;
- (d) les produits provenant d'animaux vivants qui y font l'objet d'un élevage ;

La rubrique (d) vise des produits tels que le lait, les oeufs, la laine obtenue par la tonte des moutons, etc. Il importe de souligner que les animaux dont proviennent ces produits doivent faire l'objet d'un élevage dans le pays concerné (le Maroc ou la Communauté Européenne) pour qu'ils puissent en être considérés comme originaires.

- (e) les produits de la chasse ou de la pêche qui y sont pratiqués ;

Il est précisé à ce sujet que, les eaux territoriales du Maroc et de la Communauté sont considérées comme faisant partie de leur territoire douanier respectif. Il en résulte que les produits halieutiques pêchés à l'intérieur des eaux territoriales de l'une ou de l'autre partie en sont considérés comme originaires, quel que soit le pays d'immatriculation ou le pavillon du navire de pêche.

- (f) les produits de la pêche maritime et autres produits tirés de la mer en dehors des eaux territoriales des Parties par leurs navires ;

Sont visés par cette rubrique, les produits de la pêche et autres produits tirés des eaux s'étendant en dehors des limites extérieures des eaux territoriales du Maroc ou de la Communauté.

(g) les produits fabriqués à bord de leurs navires-usines, exclusivement à partir de produits visés au point (f);

Les expressions "leurs navires" et "leurs navires-usines" citées aux points (f) et (g) ci-dessus, ne sont applicables qu'aux navires et navires-usines qui :

- sont immatriculés ou enregistrés au Maroc ou dans un Etat membre de la Communauté;
- battent pavillon du Maroc ou d'un Etat membre de la Communauté;
- appartiennent au moins à 50 % à des ressortissants du Maroc ou des Etats membres de la Communauté ou à une société dont le siège principal est situé dans l'un de ces pays et dont :
 - le ou les gérants, le président du conseil d'administration ou de surveillance et la majorité des membres de ces conseils sont des ressortissants du Maroc ou des Etats membres de la Communauté; et
 - en ce qui concerne les sociétés de personnes ou les sociétés à responsabilité limitée, la moitié du capital au moins appartient à ces Etats, à des collectivités publiques ou à des ressortissants desdits Etats.
- dont l'état major est entièrement composé de ressortissants du Maroc ou des Etats membres de la Communauté ;
- dont l'équipage est composé, dans une proportion de 75 % au moins, de ressortissants du Maroc ou des Etats membres de la Communauté.

(h) les articles usagés ne pouvant servir qu'à la récupération des matières premières, y compris les pneumatiques usagés ne pouvant servir qu'au rechapage ou ne pouvant être utilisés que comme déchets;

(i) les déchets provenant d'opérations manufacturières qui y sont effectuées;

Dans ce cadre, on peut citer le cas de tôles en aluminium d'origine tierce qui seraient découpées en vue de la fabrication de casseroles. Pour être considérées comme originaires, ces casseroles devront subir la transformation suffisante prévue pour ces produits dans l'annexe VI.05.02. En revanche, les déchets résultant de cette découpe et utilisés pour fabriquer d'autres produits, tels que des porte-clefs, sont réputés originaires du pays où cette opération manufacturière a eu lieu.

(j) les produits extraits du sol ou du sous-sol marin situé hors de leurs eaux territoriales, pour autant qu'elles aient des droits exclusifs d'exploitation sur ce sol ou sous-sol ;

(k) les marchandises qui y sont fabriquées exclusivement à partir de produits visés aux points (a) à (j).

VI.05.04.01.03 - Ouvraisons et transformations suffisantes

VI.05.04.01.03.01 - Principe général

Les notions "d'ouvrison ou transformation suffisante" ou de "produits suffisamment ouvrés" découlent de règles spécifiques, regroupées dans l'annexe **VI-05-02**.

Ainsi, les produits non entièrement obtenus au Maroc ou dans la Communauté sont considérés comme suffisamment ouvrés, lorsque les conditions indiquées pour le produit concerné dans la liste de cette annexe sont remplies.

La liste précitée indique pour les produits couverts par l'accord, l'ouvrison ou la transformation qui doit être effectuée sur les matières non originaires mises en œuvre dans la fabrication de ces produits. Cette ouvrison est requise exclusivement pour ces matières. Il en découle que si un produit ayant acquis l'origine en remplissant les conditions fixées dans cette liste est mis en œuvre en tant qu'intrant pour la fabrication d'un autre produit, les conditions applicables au produit final dans lequel il est incorporé ne lui sont pas applicables. Autrement dit, dès lors où un produit intermédiaire est considéré comme originaire, il n'est pas tenu compte des matières d'origine tierce utilisées pour sa fabrication lors de la détermination de l'origine du produit final auquel il a été incorporé.

VI.05.04.01.03.02 - Tolérance pour l'incorporation de matières non originaires

1. L'article 6 § 2 du protocole, apporte une souplesse pour l'application des règles spécifiques.

En effet, ce dispositif permet sous certaines conditions l'utilisation des matières non originaires, qui ne doivent pas être utilisées pour la fabrication d'un produit déterminé, en vertu de la règle spécifique énoncée à l'annexe pour ce produit.

Ainsi, même si la règle spécifique applicable au produit considéré exclue l'incorporation de certaines matières non originaires, elles pourront être utilisées dans la fabrication de ce produit, à condition que :

- (a) leur valeur totale n'excède pas 10 % du prix départ usine du produit ;
- (b) l'application de cette tolérance n'entraîne pas un dépassement du ou des pourcentages indiqués sur la liste en ce qui concerne la valeur maximale des matières non originaires.

Exemple n°1 : Fabrication au Maroc d'un pèse-personne (SH 84 23) à partir de :

- pièces originaires du Maroc,
- matières d'origine tierces relevant d'une position tarifaire différente de celle du produit, pour une valeur de 30 ; et
- parties classées sous la position SH 84 23 importées de Taiwan, d'une valeur de 8.
- Le prix départ usine du pèse-personne est de 100.

La règle fixée à l'annexe pour le pèse-personne (SH 84 23) est : "Fabrication dans laquelle toutes les matières non originaires utilisées doivent être classées dans une position tarifaire différente de celle du produit et la valeur de toutes les matières non originaires ne doit pas excéder 40 % du prix départ usine du produit".

En vertu de cette règle, les matières non originaires relevant de la même position que le produit fini ne doivent pas être utilisées, sauf à remettre en cause l'acquisition du caractère originaire.

Toutefois, en application de la règle de tolérance d'incorporation de matières non originaires et dès lors que la valeur des pièces importées de Taiwan n'excède pas 10 % du prix départ usine du pèse-personne, la première condition pour l'acquisition de l'origine marocaine est remplie.

Néanmoins, avant de pouvoir considérer que le produit a acquis l'origine, il convient de vérifier que le ou les pourcentage(s) indiqués dans la liste ne sont pas dépassés en ce qui concerne la valeur maximale de matières non originaires.

Dans l'exemple retenu, la valeur des autres matières non originaires étant de 30, l'application de la règle de tolérance (valeur 8 des pièces classées à la position 84 23 du SH) aboutit à un pourcentage de 38 % de matières non originaires incorporées dans la fabrication du produit.

La valeur maximale de matières non originaires susceptibles d'être utilisées étant fixée, au cas particulier, à 40 % du prix départ usine, ce produit est originaire du Maroc.

2. Réserves à l'application de la règle de tolérance

La tolérance ne s'applique pas dans les cas suivants :

- aux produits fabriqués à partir de matières non originaires entraînant un dépassement du ou des pourcentages indiqués dans la liste de l'annexe pour ce produit.

Dans l'exemple précité, si la valeur des autres pièces non originaires était de 35 au lieu de 30, l'application de la tolérance aurait eu pour conséquence un dépassement du pourcentage de 40 % et dans ce cas, le pèse-personne n'aurait pas acquis l'origine marocaine.

De même, si pour une machine relevant du numéro SH 84 44, l'annexe prévoit une valeur maximale de produits non originaires de 40 % du prix départ usine, il ne saurait être question d'appliquer la tolérance de 10 % et d'utiliser 40 + 10; soit 50% de valeur pour les pièces non originaires.

- aux produits obtenus suite aux opérations insuffisantes visées au point **VI.05.04.01.04**, ci-après :

Exemple: du miel obtenu par simple mélange de miel originaire et de miel non originaire, même si la valeur du miel non originaire ne dépasse pas 10 % du prix départ usine du mélange obtenu.

- aux produits textiles des chapitres 50 à 63 : ces produits ne peuvent se voir attribuer le caractère "originaire" que si les matières non originaires mises en oeuvre pour leur fabrication au Maroc ou dans la Communauté ont, quel que soit leur valeur ou leur poids, subi une ouvraison ou transformation suffisante.

VI.05.04.01.04 - Ouvraisons ou transformations insuffisantes

Certaines opérations subies par des matières d'origine tierce sont toujours considérées comme insuffisantes pour conférer aux produits qui en résultent le caractère originaire, que les conditions fixées dans l'annexe **VI-05-02** soient ou non remplies.

Ces opérations sont également insuffisantes pour conférer l'origine par application du cumul.

Les opérations insuffisantes sont énumérées ci après:

a. Les manipulations destinées à assurer la conservation en l'état des produits pendant leur transport et leur stockage ;

- b. les divisions et réunions de colis ;
- c. le lavage, le nettoyage, le dépoussiérage, l'enlèvement d'oxyde, d'huile, de peinture ou d'autres revêtements ;
- d. le repassage et le pressage des textiles ;
- e. les opérations simples de peinture et de polissage ;
- f. le dépanouillage, le blanchiment partiel ou complet, le lissage et le glaçage des céréales ou du riz ;
- g. les opérations consistant dans l'addition de colorants au sucre ou dans la formation de morceaux de sucre ;
- h. l'épluchage, le dénoyautage ou l'écorçage des fruits ou des légumes ;
- i. l'aiguisage, le simple broyage ou le simple coupage ;
- j. le criblage, le tamisage, le triage, le classement, le rangement par classe, l'assortiment (y compris la composition de jeux de marchandises) ;
- k. la simple mise en bouteilles, en canettes, en flacons, en sacs, en étuis, en boîtes, sur cartes, sur planchettes ou toute autre opération simple de conditionnement ;
- l. l'apposition ou l'impression sur les produits ou sur leurs emballages de marques, d'étiquettes, de logos et d'autres signes distinctifs similaires ;
- m. le simple mélange de produits, même d'espèces différentes ;
- n. la simple réunion de parties en vue de constituer un produit complet ou le démontage de produits en parties ;
- o. le cumul de deux ou plusieurs opérations visées aux points a à n ;
- p. l'abattage des animaux.

Toutes les opérations effectuées soit au Maroc, soit dans la Communauté sur un produit déterminé sont considérées conjointement pour déterminer si l'ouvraison ou la transformation subie par ce produit doit être jugée insuffisante.

VI.05.04.01.05 - Unité à prendre en considération

1) L'unité à prendre en considération pour l'application des règles d'origine est le produit retenu comme unité de base pour la détermination du classement fondée sur la nomenclature du système harmonisé.

Il s'ensuit que :

(a) lorsqu'un produit composé d'un groupe ou d'un assemblage d'articles est classé aux termes du système harmonisé dans une seule position, l'ensemble constitue l'unité à prendre en considération ;

(b) lorsqu'un envoi est composé d'un certain nombre de produits identiques classés sous la même position du système harmonisé, les dispositions du protocole s'appliquent à chacun de ces produits considérés individuellement.

2) Lorsque, par application de la règle générale 5 du système harmonisé, les emballages sont classés avec le produit qu'ils contiennent, ils doivent être considérés comme formant un tout avec le produit aux fins de la détermination de l'origine.

VI.05.04.01.06 - Accessoires, pièces de rechange et outillages

Les accessoires, pièces de rechange et outillages livrés avec un matériel, une machine, un appareil ou un véhicule, qui font partie de l'équipement normal et sont compris dans le prix ou ne sont pas facturés à part, sont considérés comme formant un tout avec le matériel, la machine, l'appareil ou le véhicule considéré.

VI.05.04.01.07 - Assortiments

Les assortiments, au sens de la règle générale 3 du système harmonisé, sont considérés comme originaires, si tous les produits entrant dans leur composition sont originaires. Toutefois, un assortiment composé d'articles originaires et non originaires est considéré comme originaire dans son ensemble, à condition que la valeur des articles non originaires n'excède pas 15 % du prix départ usine de l'assortiment.

VI.05.04.01.08 - Eléments neutres

Pour déterminer si un produit est originaire, il n'est pas nécessaire de prendre en considération l'origine des éléments suivants qui pourraient être utilisés dans sa fabrication :

- (a) énergie et combustibles;
- (b) installations et équipements;
- (c) machines et outils;
- (d) marchandises qui n'entrent pas et ne sont pas destinées à entrer dans la composition finale du produit.

VI.05.04.02 - ORIGINE CUMULATIVE

VI.05.04.02.01 - Cumul diagonal des matières

(a) Les articles 3 et 4 du protocole prévoient un cumul diagonal de l'origine, dit cumul pan euro-méditerranéen. Ce dispositif permet de considérer comme originaires du Maroc ou de la Communauté, les produits qui y sont obtenus en incorporant des matières originaires de la zone pan euro- méditerranéenne, à conditions que ces matières aient fait l'objet dans le territoire du Maroc ou de la Communauté d'ouvrages ou de transformations allant au-delà des opérations insuffisantes visées au point **VI.05.04.01.04**, ci-dessus. Il n'est pas exigé que ces matières y aient fait l'objet d'ouvrages ou de transformations suffisantes.

La zone pan euro- méditerranéenne comprend :

- les pays membres du processus pan européen, comprenant l'Islande, la Norvège, la Suisse (y

compris le Liechtenstein) [1], les Iles Féroé, la Turquie et la Communauté Européenne ; et

- les pays ou territoires participant au partenariat euro- méditerranéen basé sur la déclaration de Barcelone, adoptée à la Conférence euro- méditerranéenne des 27 et 28 novembre 1995 [2], à l'exception de la Turquie (qui bien que signataire de la déclaration susvisée est déjà incluse dans le groupe du processus pan européen).

(b) Lorsque les ouvraisons ou transformations effectuées au Maroc ou dans la Communauté ne vont pas au-delà des opérations insuffisantes visées au point **VI.05.04.01.04** précité, le produit obtenu est considéré comme originaire du Maroc ou de la CE uniquement lorsque la valeur ajoutée y apportée est supérieure à la valeur des matières utilisées originaires d'un des autres pays et territoires participant à ce cumul. Si tel n'est pas le cas, le produit obtenu est considéré comme originaire du pays ou territoire qui a fourni la plus forte valeur aux matières originaires utilisées lors de sa fabrication au Maroc ou dans la Communauté (CE).

On entend par "valeur ajoutée", le prix départ usine diminué de la valeur en douane de toutes les matières utilisées qui sont originaires des autres pays de la zone avec lesquels le cumul est applicable ou, si la valeur n'est pas connue ou ne peut être établie, le premier prix vérifiable payé au Maroc ou dans la Communauté pour ces produits.

(c) Les produits originaires d'un des pays et territoires de la zone Euro-Med, qui ne subissent aucune ouvraison ou transformation au Maroc ou dans la Communauté conservent leur origine lorsqu'ils sont exportés dans l'un de ces pays et territoires.

VI.05.04.02.02 - Conditions d'application du cumul de l'origine

Le cumul prévu au point **VI.05.04.02**, ci-dessus, ne peut être appliqué que si les conditions suivantes sont respectées :

- un accord commercial préférentiel existe entre les pays et territoires participant à l'acquisition du caractère originaire et le pays de destination;
- les matières et produits ont acquis leur caractère originaire par l'application de règles d'origine identiques à celles qui figurent dans le protocole 4 ; et
- des avis précisant les exigences nécessaires à remplir pour appliquer le cumul ont été publiés dans le bulletin officiel du Maroc et le journal officiel de la Communauté.

Ainsi, dans la pratique, le cumul de l'origine avec les pays concernés sera mis en œuvre progressivement, au fur et à mesure de l'accomplissement des formalités requises pour son entrée en vigueur. A présent, le cumul des matières est applicable seulement entre le Maroc, les Etats membres de la Communauté, les pays de l'AELE, la Turquie et les pays arabes méditerranéens (Accord d'Agadir).

VI.05.04.02.03 - Mécanismes du cumul diagonal

VI.05.04.02.03.01 - Conditions requises pour l'acquisition de l'origine

La règle de la transformation suffisante s'applique aux seuls produits non originaires du Maroc, d'un Etat de l'AELE, de la Communauté Européenne, de la Turquie et des pays arabes méditerranéens.

En vertu des articles 3 et 4 du protocole, pour qu'un produit obtenu au Maroc ou dans la Communauté acquiert le statut de "produit originaire" :

- il n'est pas nécessaire que l'ouvraison ou la transformation subie par les intrants originaires des autres pays de la zone remplissant les conditions du cumul soit suffisante. Elle doit, toutefois, aller au delà des opérations insuffisantes pour conférer l'origine.

- l'ouvraison ou la transformation subie par les produits d'origine tierce mis en oeuvre doit, en revanche, être suffisante.

VI.05.04.02.03.02 - Pays d'origine à attribuer aux produits ayant acquis le caractère originaire en application des règles de cumul

Le produit sera considéré comme étant originaire du pays où a eu lieu la dernière transformation, pour autant qu'elle aille au delà des opérations insuffisantes (cf. point **VI.05.04.01.04**).

Exemple n°2 : des salopettes en coton (SH 62 03) sont obtenues au Maroc à partir de :

- tissus de coton (SH 52 08) originaires de la Communauté;
- boutons en plastique (SH 96 06) importés d'Indonésie.

A l'issue de leur fabrication, les salopettes sont exportées vers la Communauté et la Norvège (AELE).

Les produits non originaires de la zone (boutons importés d'Indonésie) ont subi une transformation suffisante en application de la note introductive 6-2 de la liste des ouvraisons et transformations reprise en annexe, qui stipule que "les matières qui ne sont pas classées dans les chapitres 50 à 63 peuvent être utilisées librement dans la fabrication des produits textiles, qu'elles contiennent ou non des matières textiles". (Tel aurait été le cas également, si des fermetures à glissière (SH 96 06) importées de Corée avaient été utilisées). Ainsi, les produits non originaires ont respecté la règle de transformation suffisante.

Dans la mesure où les tissus originaires de la Communauté ne sont pas soumis à l'obligation de transformation suffisante au Maroc (fabrication à partir de fils), en application des articles instaurant le cumul d'origine, les salopettes exportées sur ce pays sont considérées comme étant originaires du Maroc, dès lors que cette opération va au delà des opérations insuffisantes. Il en est de même pour celles exportées sur la Norvège.

VI.05.04.02.03.03 - Origine à attribuer aux produits, lorsque l'ouvraison ou la transformation effectuée au Maroc (ou dans la Communauté, selon le cas) est une opération insuffisante:

le produit est à considéré comme originaire du pays de la zone ayant participé à la fabrication du produit, qui a apporté la plus forte valeur (cf. point **VI.05.04.02.01 §b**).

VI.05.04.02.03.04 - Cas où des produits originaires d'un pays participant au cumul pan-euro-méditerranéen ne subissent aucune ouvraison ou transformation avant d'être exportés vers un autre pays de la zone paneuropéenne :

Les articles 3 et 4 du protocole prévoient, en effet, que les produits originaires d'un pays appartenant à la zone paneuropéenne qui ne subissent aucune opération de transformation au Maroc ou dans la Communauté conservent leur origine lorsqu'ils sont exportés vers un autre pays de cette zone avec lequel le cumul est applicable.

VI.05.04.02.04 - Cumul diagonal des ouvraisons entre le Maroc, la Communauté, l'Algérie et la Tunisie

Le protocole prévoit que les ouvraisons ou transformations effectuées dans la Communauté, l'Algérie ou la Tunisie sont considérées comme ayant été effectuées au Maroc si les produits obtenus font l'objet d'ouvraisons ou de transformations ultérieures au Maroc.

Lorsque, conformément à ces dispositions, les produits originaires sont obtenus dans deux ou plusieurs des pays en questions, ils ne sont considérés comme originaires du Maroc que si les ouvraisons ou transformations vont au delà des opérations insuffisantes.

Cette même disposition est également prévue en faveur de la Communauté, pour ouvraisons ou transformations effectuées au Maroc, en Algérie ou en Tunisie.

Cependant, les conditions de l'application des dispositions relatives au cumul diagonal des ouvraisons ne sont pas encore remplies pour l'Algérie. De ce fait et jusqu'à nouvel ordre, le cumul sera limité aux seules ouvraisons effectuées au Maroc, en Tunisie et dans la Communauté Européenne.

VI.05.04.03 - CONDITIONS TERRITORIALES

VI.05.04.03.01 - Principe de territorialité

A l'exception des cas de cumul, les conditions de l'acquisition de l'origine doivent être remplies sans interruption au Maroc ou dans la Communauté Européenne. Il s'ensuit que les produits considérés comme originaires d'une partie ont nécessairement été obtenus dans cette partie, conformément aux conditions fixées par l'article 2 du protocole (cf. point **VI.05.04.01.01**).

VI.05.04.03.02 - Dérogations

L'article 12 du protocole prévoit, les assouplissements suivants au principe de territorialité et les modalités de leur application :

- En vertu du paragraphe 2 de l'article susvisé, lorsque des marchandises originaires exportées du Maroc ou de la Communauté vers un autre pays y sont retournées, elles doivent être considérées comme étant non originaires, à moins qu'il soit démontré à la satisfaction des autorités douanières :

- (a) que les marchandises retournées sont les mêmes que celles qui ont été exportées; et
- (b) qu'elles n'ont pas subi d'autres opérations que ce qui est nécessaire pour assurer leur conservation en l'état pendant leur transport ou leur séjour dans ce pays.

- Le paragraphe 3 de cet article permet au processus d'acquisition de l'origine au Maroc ou dans la Communauté d'être interrompu par la réalisation dans des pays tiers d'ouvraisons peu importantes sur les matières exportées par le Maroc ou la Communauté et ultérieurement réimportées, à condition que :

- (a) lesdites matières soient originaires du Maroc ou de la Communauté ;
- (b) qu'il puisse être démontré à la satisfaction des autorités douanières :

(i) que les marchandises réimportées résultent de l'ouvroison ou de la transformation des matières exportées; et

(ii) que la valeur ajoutée totale acquise dans ce pays tiers n'excède pas 10 % du prix départ usine du produit final pour lequel le caractère originaire est sollicité.

- Le paragraphe 4 de l'article susvisé stipule que la valeur acquise en dehors du Maroc ou de la Communauté à la suite de ces ouvraisons, doit être comptabilisée avec la valeur des matières d'origine tierce mises en oeuvre au Maroc ou dans la Communauté, lorsque la règle spécifique de la liste des ouvraisons fixe une valeur maximale de toutes les matières non originaires. Dans ce cas, la valeur totale des matières non originaires mises en oeuvre sur le territoire de la partie concernée et la valeur ajoutée totale acquise en dehors du Maroc ou de la Communauté ne doivent pas dépasser le pourcentage indiqué.

Pour l'application des paragraphes 3 et 4 de l'article 12 susvisé, on entend par "valeur ajoutée totale acquise en dehors du Maroc ou de la Communauté, l'ensemble des coûts accumulés en dehors de ces parties y compris la valeur des matières qui y sont ajoutées".

- Aux fins de l'acquisition du caractère originaire, les ouvraisons ou transformations effectuées en dehors du Maroc ou de la Communauté doivent y être réalisées sous le régime de perfectionnement passif ou un régime similaire.

Il convient, toutefois, de noter que l'assouplissement au principe de territorialité, selon les modalités exposées ci-dessus, ne s'applique pas :

- aux produits qui ne remplissent pas les conditions énoncées dans la liste des ouvraisons reprise à l'annexe et qui ne peuvent être considérés comme suffisamment ouvrés ou transformés qu'en application de la règle de tolérance de 10% d'incorporation de matières non originaires (cf. point **VI.05.04.01.03.02**).

- aux produits textiles des chapitres 50 à 63 : A titre d'exemple, la fabrication des vêtements à partir de fils, conformément à la règle spécifique, doit être entièrement réalisée au Maroc ou dans la Communauté.

VI.05.04.03.03 - Transport direct

Le régime préférentiel prévu par l'accord est applicable uniquement aux produits et aux matières qui sont transportés directement entre les territoires du Maroc et de la Communauté, ou en empruntant les territoires des autres pays de la zone euro- méditerranéenne avec lesquels le cumul est applicable.

Toutefois, le transport de produits constituant un seul envoi peut s'effectuer avec emprunt des territoires de pays tiers avec, éventuellement transbordement ou entreposage temporaire dans ces territoires, sous réserve que les produits restent sous la surveillance des autorités douanières du pays de transit ou d'entreposage et qu'ils n'y subissent pas d'autres opérations que le déchargement, le rechargement ou toute autre opération destinée à assurer leur conservation en l'état.

Le transport par canalisation des produits originaires peut s'effectuer en empruntant des territoires autres que ceux du Maroc ou de la Communauté.

La preuve du respect des conditions du transport direct est apportée par la production aux autorités douanières du pays d'importation :

- (a) d'un document de transport unique sous couvert duquel s'est effectuée la traversée du pays de transit; ou
- (b) d'une attestation délivrée par les autorités douanières du pays de transit et contenant :
- une description exacte des produits ;
 - la date du déchargement et du rechargement des produits avec, le cas échéant, indication des navires ou autres moyens de transport utilisés;
 - la certification des conditions dans lesquelles les produits ont séjourné dans le pays de transit ;
- (c) à défaut, de tous documents probants.

VI.05.04.03.04 - Expositions

Les produits originaires envoyés pour être exposés dans un pays autre que les pays avec lesquels le cumul est applicable et qui sont vendus, à la fin de l'exposition, en vue d'être importés au Maroc ou dans la Communauté bénéficient à l'importation des dispositions de l'accord, pour autant qu'il soit démontré à la satisfaction des autorités douanières :

- (a) qu'un exportateur a expédié ces produits du Maroc ou de la Communauté vers le pays de l'exposition et les y a exposés ;
- (b) que cet exportateur a vendu les produits ou les a cédés à un destinataire au Maroc ou dans la Communauté ;
- (c) que les produits ont été expédiés durant l'exposition ou immédiatement après dans l'état où ils ont été exportés en vue de l'exposition ; et
- (d) que, depuis le moment où ils ont été expédiés en vue de l'exposition, les produits n'ont pas été utilisés à des fins autres que la présentation à cette exposition.

Dans ce cas, une preuve de l'origine doit être délivrée ou établie, conformément aux prescriptions du point **VI.05.04.05** pour être produite aux autorités douanières du pays d'importation. La désignation et l'adresse de l'exposition doivent être indiquées. Au besoin, il peut être demandé une preuve documentaire supplémentaire de la nature des produits et des conditions dans lesquelles ils ont été exposés.

Le bénéfice des dispositions de l'accord est applicable à toutes les expositions, foires ou manifestations publiques analogues à caractère commercial, industriel, agricole ou artisanal, autres que celles qui sont organisées à des fins privées dans des locaux ou magasins commerciaux et qui ont pour objet la vente de produits étrangers, pendant lesquelles les produits restent sous contrôle de la douane.

VI.05.04.04 - INTERDICTION DES RISTOURNES OU EXONERATIONS DES DROITS DE DOUANE: APPLICATION DES DROITS DE DOUANE AUX INTRANTS D'ORIGINE TIERCE UTILISES POUR L'OBTENTION DE PRODUITS ORIGINAIRES (clause de no drawback)

L'interdiction décrite, ci-après, s'applique uniquement dans un contexte de cumul diagonal de l'origine, élargi à la zone pan euro- méditerranéenne. Le respect de cette clause donne lieu à la certification de l'origine euro- méditerranéenne au moyen d'un document particulier dit EUR MED,

permettant aux produits échangés entre les deux Parties de bénéficier d'un traitement préférentiel, s'ils sont ultérieurement réexportés ou incorporés dans la fabrication d'un produit destiné à l'exportation vers un autre pays de la zone susvisée.

Par contre, les marchandises destinées à être mises à la consommation dans l'autre Partie ne sont pas soumises à cette interdiction et peuvent être couvertes par un certificat d'origine EUR1 ou une déclaration sur facture, dans les conditions énoncées au point **VI.05.04.05**, ci-après.

VI.05.04.04.01 - Principe général

1) L'article 15 § 1 du protocole stipule que les matières non originaires utilisées dans la fabrication de produits originaires du Maroc ou de la Communauté (ou d'un autre pays participant au cumul pan euro méditerranéen), couvert par une preuve de l'origine établie conformément aux prescriptions du point **VI.05.04.05** ci-après (certificat EUR-MED ou déclaration sur facture EUR-MED), ne doivent bénéficier ni au Maroc ni dans la Communauté, d'une ristourne ou d'une exonération des droits de douane, sous quelque forme que ce soit.

Cette disposition vise à garantir que les intrants non originaires des pays participant au cumul, utilisés pour l'obtention d'un produit originaire, ont acquitté le droit d'importation dans le pays ayant effectué la transformation avant de bénéficier de la préférence tarifaire consentie par l'accord Maroc- CE.

Il en découle que les intrants non originaires du Maroc, de la Communauté, de la Turquie, de l'AELE ou des pays arabes méditerranéens, couvert par l'accord et mis en oeuvre dans ces parties pour la fabrication de produits originaires doivent être soumis au paiement du droit d'importation qui leur est applicable, dès lors que les produits compensateurs originaires sont réexportés vers l'autre Partie, sous couvert d'un certificat d'origine EUR-MED ou d'une déclaration sur facture EUR-MED (cf. point **VI.05.04.05**).

2) L'interdiction visée au paragraphe 1 concerne le remboursement, la remise ou le non-paiement partiel ou total du droit d'importation ou des taxes d'effet équivalent applicables au Maroc ou dans la Communauté aux matières mises en oeuvre dans la fabrication, si ce traitement tarifaire est conditionné par l'exportation des produits finis et non lors de mise à la consommation.

Pour plus de clarté, la règle de no drawback s'applique dans le cas où un dispositif réglementaire dans une partie contractante subordonne la suspension ou la rétrocession des droits de douane afférents aux matières non originaires mises en oeuvre, à l'exportation des produits compensateurs obtenus. C'est le cas des suspensions du droit d'importation au titre de certains régimes économiques et le remboursement de ce droit dans le cadre du drawback.

Exemple n° 3 : La Communauté utilise dans un processus de fabrication, des matières premières d'origine chinoise, importées en ATPA. Le produit qui en résulte acquiert l'origine communautaire. Il peut bénéficier d'un traitement préférentiel lors de la mise à la consommation au Maroc au titre de l'accord Maroc/CE. En l'absence de règle du "no drawback", les matières premières incorporées dans ce produit importé ne sont soumises à aucun droit d'importation, alors que ces mêmes intrants importés par les producteurs au Maroc sont taxés, lorsque ils sont utilisés pour la fabrication d'une marchandise vendue sur le marché local.

Il est à noter, cependant, que cette interdiction ne s'applique pas aux exonérations, aux réductions du droit d'importation et aux régimes de franchise dont bénéficient également des marchandises similaires, lorsqu'elles sont mises à la consommation.

Il s'ensuit qu'un intrant non originaire bénéficiant d'une exemption ou d'un démantèlement tarifaire

au Maroc en vertu d'un accord de libre échange (pour autant qu'il soit accompagné du justificatif de l'origine conventionnelle requis) sera soumis au traitement préférentiel prévu par cet accord lors de l'exportation sur la Communauté du produit compensateur, même s'il a été fabriqué sous le régime de l'ATPA : (la mise en libre pratique s'effectuant en effet dans ce cas à taux 0 ou à un droit réduit).

D'une manière générale, la règle de "non rembours" doit être considérée comme ayant été respectée lorsque des matières non originaires incorporées dans des produits à exporter ont été mises en libre pratique au moment de leur importation ou lorsque ces produits eux-mêmes ont été mis en libre pratique, en suite d'un régime suspensif.

3) cette interdiction, quant elle est applicable, couvre tous les intrants non originaires, y compris les emballages, les accessoires, les pièces de rechange et les outillages ainsi que les produits d'assortiments

4) L'exportateur de produits couverts par une preuve de l'origine doit pouvoir produire à tout moment, à la demande des autorités douanières, tous les documents appropriés établissant qu'aucune ristourne n'a été obtenue pour les matières non originaires mises en œuvre dans la fabrication des produits concernés et que tous les droits d'importation ou taxes d'effet équivalent applicables à ces matières ont effectivement été acquittés.

Conclusion : l'interdiction des ristournes et des exonérations des droits ne concerne pas :

- **Les matières originaires du Maroc, de la Communauté Européenne, de la Turquie, de l'AELE ou des pays arabes méditerranéens.**
- **Elle ne s'applique qu'au cas où le produit concerné, couvert par un certificat EUR-MED ou une déclaration sur facture EUR-MED.**

VI.05.04.04.02 - Dérogations

1) L'interdiction susvisée au point **VI.05.04.04.01.§1** ne s'applique pas aux :

- produits considérés comme originaires du Maroc ou de la Communauté, sans application du cumul avec des matières originaires de l'un des autres pays de la zone Pan-euromed.

Selon cette disposition, l'obligation du paiement du droit de douane n'est pas applicable quand le produit échangé entre les deux parties a satisfait aux conditions d'origine sans application du cumul avec les autres pays de la zone pan-euro- méditerranéenne.

De ce fait, ne sont pas concernés par cette interdiction, les produits ayant acquis l'origine par le biais de l'entière obtention ou de la transformation suffisante, sans le recours au cumul de l'origine ; tel est le cas des pantalons confectionnés à partir de tissu originaire, même si les accessoires sont d'origine tierce.

- produits ayant acquis l'origine grâce au cumul bilatéral entre le Maroc et la Communauté même si certains composants ne sont pas originaires ; tel est le cas de vestes fabriquées au Maroc à partir de tissus communautaires, même si les boutons sont originaires de pays tiers, sous réserve que ces vestes ne soient pas accompagnés d'un certificat EUR-MED ou d'une déclaration sur facture EUR-MED (cf. point **VI.05.04.05**).

2) Par dérogation à la règle du no drawback et par décision du Conseil d'association Maroc-UE le

Maroc a appliqué « un drawback partiel » jusqu'au 31/12/2015 pour les produits autres que ceux relevant des chapitres 1 à 24 du système harmonisé.

En conséquence et à l'exception des produits agricoles, les matières non originaires des pays de la zone appliquant le cumul, utilisées dans la fabrication de produits d'origine marocaine, seront taxées sur la base des taux ci-après :

- 4% en ce qui concerne les produits visés aux chapitres 25 à 49 et 64 à 97 du système harmonisé ou un taux plus bas, s'il est en vigueur au Maroc;
- 8% de taxation douanière sera retenu en ce qui concerne les produits visés aux chapitres 50 à 63 du système harmonisé ou un taux plus bas, s'il est en vigueur au Maroc.

Bien entendu, si une taxation plus favorable est applicable aux produits concernés, en vertu d'un texte législatif ou conventionnel, elle sera retenue pour la liquidation du droit d'importation lors de la délivrance de la preuve de l'origine devant couvrir l'exportation du produit compensateur soumis à une clause de no drawback ou à un drawback partiel.

Ceci étant et en attendant la reconduction du drawback partiel, le service est invité à procéder à partir du 1^{er} janvier 2016, à ce qui suit :

- Si le taux en vigueur dans le cadre du droit commun est inférieur au taux prévu au titre du drawback partiel (4% ou 8%), il y a lieu de procéder à la liquidation définitive du montant du droit d'importation sur la base du taux du droit commun et ;
- Si le taux en vigueur dans le cadre du droit commun est supérieur à celui prévu au titre du drawback partiel (4% ou 8%), il y a lieu de :
 - Liquider définitivement le montant du droit d'importation sur la base des taux prévus au titre du drawback partiel (4% ou 8%) ; et
 - Consigner la différence entre le montant du droit d'importation sur la base du droit commun et celui résultant des taux prévus au titre du drawback partiel (4% ou 8%).

VI.05.04.05 - PREUVE DE L'ORIGINE

VI.05.04.05.01 - Conditions générales

1) Les produits originaires du Maroc ou de la Communauté bénéficient des dispositions de l'accord à l'importation dans l'autre partie, sur présentation d'une des preuves de l'origine suivantes :

(a) d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1, dont le modèle figure à l'annexe **VI-05-03** ;

(b) d'un certificat de circulation des marchandises EUR-MED, dont le modèle figure à l'annexe **VI-05-04** ;

(c) dans les cas visés au point **VI.05.04.05.06**, ci-après, d'une "déclaration sur facture", ou de la déclaration sur facture EUR-MED, établie par l'exportateur sur une facture, un bon de livraison ou tout autre document commercial décrivant les produits en question d'une manière suffisamment détaillée pour permettre leur identification (les textes des déclarations sur facture et déclaration sur facture EUR-MED figurent aux annexes **VI-05-05** et **VI-05-06**).

2) Dans les cas visés au point **VI.05.04.05.13** ci-après, les produits originaires au sens du protocole sont admis au bénéfice de l'accord sans qu'il soit nécessaire de produire les documents visés ci-dessus.

VI.05.04.05.02 - Procédure de délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED

1) Le certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED est délivré par les autorités douanières du pays d'exportation sur demande écrite établie par l'exportateur ou, sous la responsabilité de celui-ci, par son représentant habilité.

2) L'exportateur ou son représentant habilité remplissent le certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED ainsi que le formulaire de demande dont les modèles figurent aux annexes **VI-05-03** et **VI-05-04**. Ces imprimés sont remplis dans l'une des langues dans lesquelles l'accord est rédigé, conformément aux dispositions du droit interne du pays d'exportation. Les formulaires remplis à la main doivent être établis à l'encre et en caractères d'imprimerie. Les produits doivent être désignés dans la case réservée à cet effet, sans interligne. Lorsque la case n'est pas complètement remplie, un trait horizontal doit être tiré en dessous de la dernière ligne de la désignation et l'espace non utilisé doit être bâtonné.

3) L'exportateur sollicitant la délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED doit pouvoir présenter à tout moment, à la demande des autorités douanières du pays d'exportation où le certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED est délivré, tous les documents appropriés prouvant le caractère originaire des produits concernés ainsi que le respect de toutes les autres conditions prévues par le protocole.

4) Le protocole prévoit **la délivrance d'un certificat de circulation EUR.1** dans les cas suivants:

a) si les produits concernés peuvent être considérés comme des produits originaires du Maroc ou de la Communauté sans application du cumul avec les matières originaires d'un des pays et territoires visés aux articles 3 et 4 (pays de la zone pan- euro- méditerranéenne) et remplissent les autres exigences du protocole;

b) si les produits concernés peuvent être considérés comme des produits originaires d'un des autres pays et territoires susvisés avec lesquels le cumul est applicable (AELE, la Turquie, les pays arabes méditerranéens et ultérieurement les autres pays de la zone), sans application du cumul avec les matières originaires des autres pays de cette zone et remplissent les autres exigences du protocole, sous réserve qu'un certificat EUR-MED ou une déclaration sur facture EUR-MED aient été établis dans le pays d'origine;

c) si les produits concernés peuvent être considérés comme des produits originaires du Maroc, de la Communauté, de l'Algérie ou de la Tunisie, avec application du cumul (cumul des ouvraisons), et remplissent les autres conditions prévues par protocole.

5) Le protocole stipule qu'un **certificat de circulation EUR-MED** est délivré par les autorités douanières du Maroc ou de la Communauté si les produits en cause peuvent être considérés comme des produits originaires du Maroc, de la Communauté ou d'un des autres pays et territoires visés aux articles 3 et 4 avec lesquels le cumul est applicable, s'ils remplissent les exigences du protocole et que :

- le cumul a été appliqué avec des matières originaires de l'un des pays et territoires visés aux articles 3 et 4, ou

- ces produits peuvent être utilisés, dans le contexte du cumul, comme matières dans la fabrication de produits destinés à l'exportation dans un des pays et territoires visés aux articles 3 et 4 ; ou

- ces produits peuvent être réexportés du pays de destination dans un des autres pays et territoires visés aux articles 3 et 4.

6) Le certificat de circulation EUR-MED doit contenir l'une des déclarations suivantes, **en anglais**, dans la case 7:

- si l'origine a été obtenue par l'application du cumul avec les matières originaires d'un ou plusieurs des pays et territoires visés aux articles 3 et 4:

'CUMULATION APPLIED WITH'(nom du/des pays)

- si l'origine a été obtenue sans l'application du cumul avec les matières originaires d'un ou plusieurs des pays et territoires visés aux articles 3 et 4:

'NO CUMULATION APPLIED'

7) Les autorités douanières délivrant des certificats EUR.1 ou EUR-MED prennent toutes les mesures nécessaires afin de contrôler le caractère originaire des produits et le respect des autres conditions prévues par le protocole. A cet effet, elles sont habilitées à exiger toutes les preuves et à effectuer tous les contrôles des comptes de l'exportateur ou tout autre contrôle qu'elles estiment utile. Elles doivent aussi veiller à ce que les formulaires visés au point **VI.05.04.05.02 §2)** soient dûment complétés. Elles vérifient, notamment, si le cadre réservé à la désignation des produits a été rempli de façon à exclure toute possibilité d'adjonctions frauduleuses.

8) La date de délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED doit être indiquée dans la case 11 du certificat.

9) Un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED est délivré par les autorités douanières et mis à la disposition de l'exportateur dès que l'exportation réelle est effectuée ou assurée.

VI.05.04.05.03 - Certificats de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED délivrés a posteriori

1) Un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED peut, à titre exceptionnel, être délivré après l'exportation des produits auxquels il se rapporte:

a- s'il n'a pas été délivré au moment de l'exportation par suite d'erreurs, d'omissions involontaires ou de circonstances particulières; ou

b- s'il est démontré à la satisfaction des autorités douanières qu'un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED a été délivré, mais n'a pas été accepté à l'importation pour des raisons techniques.

2) Un certificat de circulation EUR-MED peut être délivré après l'exportation des produits auxquels il se rapporte si un certificat de circulation EUR.1 a été délivré au moment de l'exportation initiale, sous réserve qu'il soit démontré, à la satisfaction des autorités douanières, que les conditions énoncées au point VI.05.04.05.02.5) sont réunies.

3) Pour la délivrance a posteriori d'un certificat EUR.1 ou EUR-MED, l'exportateur doit indiquer dans sa demande le lieu et la date de l'exportation des produits auxquels le certificat EUR.1 ou EUR-MED se rapporte ainsi que les raisons de sa demande.

4) Les autorités douanières ne peuvent délivrer a posteriori un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED qu'après avoir vérifié si les indications contenues dans la demande de l'exportateur sont conformes à celles du dossier correspondant.

5) Les certificats EUR.1 ou EUR-MED délivrés a posteriori doivent être revêtus de la mention suivante **en anglais** :

"ISSUED RETROSPECTIVELY"

Les certificats de circulation EUR-MED délivrés a posteriori en application du paragraphe 2 doivent être revêtus de la mention suivante en anglais :

"ISSUED RETROSPECTIVELY (Original EUR.1 n° [date et lieu de délivrance])"

6) La mention visée au paragraphe 5 est apposée dans la case 7 du certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED.

VI.05.04.05.04 - Délivrance d'un duplicata du certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED

1) En cas de vol, de perte ou de destruction d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED, l'exportateur peut réclamer un duplicata aux autorités douanières qui l'ont délivré sur la base des documents d'exportation qui sont en leur possession.

2) Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu de la mention suivante **en anglais**, apposée dans la case 7 :

"DUPLICATE"

3) Le duplicata, sur lequel doit être reproduite la date du certificat EUR.1 ou EUR-MED original, prend effet à cette date.

VI.05.04.05.05 - Délivrance de certificats EUR.1 ou EUR-MED sur la base de la preuve de l'origine délivrée ou établie antérieurement

Lorsque des produits originaires sont placés sous le contrôle d'un bureau de douane au Maroc ou dans la Communauté, il est possible de remplacer la preuve de l'origine initiale par un ou plusieurs certificats EUR.1 ou EUR-MED, aux fins de l'envoi de ces produits ou de certains d'entre eux ailleurs qu'au Maroc ou dans la Communauté. Les certificats de remplacement EUR.1 ou EUR-MED sont délivrés par le bureau de douane sous le contrôle duquel sont placés les produits.

VI.05.04.05.06 - Conditions d'établissement d'une déclaration sur facture ou une déclaration sur facture EUR-MED

1) La déclaration sur facture ou la déclaration sur facture EUR-MED peut être établie :

(a) par un exportateur agréé, quelque soit la valeur des marchandises ; ou

(b) par tout exportateur pour tout envoi constitué d'un ou plusieurs colis contenant des produits originaires dont la valeur totale n'excède pas 6000 euros.

2) Une déclaration sur facture peut être établie dans les mêmes cas que ceux énumérés pour la délivrance des certificats EUR.1 (cf. Point **VI.05.04.05.02 §4**)

3) Une déclaration sur facture EUR-MED peut être établie selon les mêmes conditions que celles fixées pour la délivrance des certificats EUR-MED au point Point **VI.05.04.05.02 §5**.

4) Une déclaration sur facture EUR-MED doit contenir l'une des déclarations suivantes en anglais :

- si l'origine a été obtenue par l'application du cumul avec les matières originaires d'un ou plusieurs des pays et territoires visés aux articles 3 et 4:

'CUMULATION APPLIED WITH'(nom du/des pays)

- si l'origine a été obtenue sans l'application du cumul avec les matières originaires d'un ou plusieurs des pays et territoires visés aux articles 3 et 4:

'NO CUMULATION APPLIED'

5) L'exportateur établissant une déclaration sur facture ou une déclaration sur facture EUR-MED doit pouvoir présenter à tout moment, à la demande des autorités douanières du pays d'exportation, tous les documents appropriés prouvant le caractère originaire des produits concernés ainsi que le respect des autres conditions prévues par le protocole.

6) L'exportateur établit la déclaration sur facture ou la déclaration sur facture EUR-MED en dactylographiant ou en imprimant sur la facture, le bon de livraison ou tout autre document commercial la déclaration dont les textes figurent dans les annexes **VI-05-05** et **VI-05-06**, en utilisant l'une des versions linguistiques de cette annexe. Si la déclaration est établie à la main, elle doit l'être à l'encre et en caractères d'imprimerie.

7) Les déclarations sur facture et les déclarations sur facture EUR-MED portent la signature manuscrite originale de l'exportateur. Toutefois, un exportateur agréé n'est pas tenu de signer ces déclarations à condition de présenter aux autorités douanières du pays d'exportation un engagement écrit par lequel il accepte la responsabilité entière de toute déclaration sur facture l'identifiant comme si elle avait été signée de sa propre main.

8) Une déclaration sur facture ou une déclaration sur facture EUR-MED peut être établie par l'exportateur lorsque les produits auxquels elle se rapporte sont exportés ou après exportation, pour autant que sa présentation dans l'État d'importation n'intervienne pas plus de deux ans après l'importation des produits auxquels elle se rapporte.

Il est à signaler que cette souplesse n'est pas applicable aux autres preuves de l'origine.

VI.05.04.05.07 - Exportateur agréé

L'accord prévoit que les autorités douanières de l'Etat d'exportation peuvent autoriser des exportateurs dits «exportateurs agréés», effectuant fréquemment des exportations de produits couverts par l'accord et offrant, à la satisfaction des autorités douanières, toutes les garanties pour contrôler le caractère originaire des produits ainsi que le respect de toutes les autres conditions du protocole, à établir des déclarations sur facture ou des déclarations sur facture EUR-MED, quelle que soit la valeur des produits concernés.

VI.05.04.05.08 - Déclaration du fournisseur

1) Lorsqu'un certificat EUR.1 est délivré ou qu'une déclaration sur facture est établie au Maroc ou dans la CE pour des produits originaires fabriqués à partir de marchandises provenant du Maroc, de la Tunisie, de la Communauté (ou le cas échéant, de l'Algérie, lorsque le cumul sera applicable avec ce pays) où elles ont subi des ouvraisons ne conférant pas le caractère originaire, il est tenu compte de la déclaration du fournisseur remise pour ces marchandises.

2) La déclaration du fournisseur sert de preuve de l'ouvroison ou de la transformation subie par les marchandises en cause dans les pays susvisés en vue de déterminer si les produits fabriqués à partir de ces marchandises peuvent être considérés comme originaires du Maroc ou de la Communauté et satisfont aux autres conditions prévues par le protocole.

3) Sauf pour les cas prévus au paragraphe 4 ci-après, une déclaration distincte doit être établie par le fournisseur pour chaque envoi de marchandises, sous la forme prévue à l'annexe **VI-05-07**, sur une feuille à joindre à la facture, au bon de livraison ou à tout autre document commercial désignant les marchandises en cause avec suffisamment de détails pour permettre leur identification.

4) Lorsqu'un fournisseur livre régulièrement à un client donné des marchandises pour lesquelles l'ouvroison ou la transformation subie en Algérie, au Maroc, en Tunisie ou dans la Communauté est censée rester constante sur une longue période, il peut fournir une seule déclaration, dénommée «déclaration à long terme du fournisseur», afin de couvrir les envois ultérieurs desdites marchandises.

Une déclaration à long terme du fournisseur peut normalement être valable pour une période d'un an maximum à compter de la date d'établissement de la déclaration. Les autorités douanières du pays où la déclaration est établie fixent les conditions dans lesquelles des périodes de validité plus longues sont admises.

La déclaration à long terme est établie par le fournisseur selon la forme prévue à l'annexe **VI-05-08**. Elle doit désigner les marchandises en cause avec suffisamment de détails pour permettre leur identification. Elle est fournie au client avant le premier envoi des marchandises qu'elle couvre ou au moment de ce premier envoi.

Le fournisseur informe immédiatement son client lorsque la déclaration à long terme n'est plus valable pour les marchandises livrées.

5) La déclaration du fournisseur est dactylographiée ou imprimée dans l'une des langues dans lesquelles l'accord est rédigé, et porte la signature manuscrite originale du fournisseur. Elle peut aussi être établie à la main; dans ce cas, elle est écrite à l'encre en caractères d'imprimerie.

6) Le fournisseur qui établit une déclaration doit pouvoir produire à tout moment, à la demande des autorités douanières du pays dans lequel la déclaration est établie, tous les documents appropriés établissant que les informations qu'elle contient sont correctes.

VI.05.04.05.09 - Modalités de la certification de l'origine par le service

L'interdiction des ristournes et suspensions du droit d'importation dont bénéficient les marchandises destinées à l'exportation est étroitement liée à l'établissement d'une preuve de l'origine EUR-MED (certificat EUR-MED ou déclaration sur facture EUR-MED). A cet effet, à chaque fois que cette interdiction est applicable, les intrants non originaires du Maroc, de l'AELE,

de la Turquie, de la CE ou des pays arabes méditerranéens doivent être soumis au paiement du droit d'importation. Le service ne doit procéder au visa des certificats EUR-MED qu'après s'être assuré de la perception du droit d'importation sur les intrants concernés.

VI.05.04.05.10 - Validité de la preuve de l'origine

1) Une preuve de l'origine est valable pendant quatre mois à compter de la date de délivrance dans le pays d'exportation et doit être produite dans ce même délai aux autorités douanières du pays d'importation.

2) Les preuves de l'origine qui sont produites aux autorités douanières du pays d'importation après expiration du délai susvisé peuvent être acceptées aux fins de l'application du régime préférentiel lorsque le non-respect du délai est dû à des circonstances exceptionnelles.

3) En dehors de ces cas de présentation tardive, les autorités douanières du pays d'importation peuvent accepter les preuves de l'origine lorsque les produits leur ont été présentés avant l'expiration dudit délai.

VI.05.04.05.11 - Production de la preuve de l'origine

Les preuves de l'origine sont produites aux autorités douanières du pays d'importation conformément aux procédures applicables dans ce pays. Ces autorités peuvent exiger la traduction d'une preuve de l'origine. Elles peuvent en outre exiger que la déclaration d'importation soit accompagnée d'une déclaration par laquelle l'importateur atteste que les produits remplissent les conditions requises pour l'application de l'accord.

L'appréciation de la recevabilité des preuves de l'origine dans les cas visés aux 2 et 3 susvisés incombe à l'Administration Centrale.

VI.05.04.05.12 - Importation par envois échelonnés

Lorsque, à la demande de l'importateur et aux conditions fixées par les autorités douanières du pays d'importation, les produits démontés ou non montés, au sens de la règle générale n° 2 a) du système harmonisé, relevant des sections XVI et XVII ou des numéros 7308 et 9406 du système harmonisé sont importés par envois échelonnés, une seule preuve de l'origine est produite aux autorités douanières lors de l'importation du premier envoi.

VI.05.04.05.13 - Exemptions de preuve de l'origine

1) Sont admis comme produits originaires, sans qu'il y ait lieu de produire une preuve de l'origine, les importations de produits cités ci-après, dépourvues de tout caractère commercial, dès lors qu'ils sont déclarés comme répondant aux conditions du protocole et qu'il n'existe aucun doute quant à la sincérité d'une telle déclaration :

- les produits qui font l'objet de petits envois ne dépassant pas 500 euros, adressés à des particuliers par des particuliers ;

- les produits contenus dans les bagages personnels des voyageurs, dont la valeur n'excède pas 1 200 euros.

2) Sont considérées comme dépourvues de tout caractère commercial, les importations qui présentent un caractère occasionnel et qui portent uniquement sur des produits réservés à l'usage personnel ou familial des destinataires ou des voyageurs, ces produits ne devant traduire,

par leur nature et leur quantité, aucune préoccupation d'ordre commercial.

VI.05.04.05.14 - Documents probants

Les documents destinés à établir que les produits couverts par un certificat EUR.1 ou EUR-MED ou une déclaration sur facture ou une déclaration sur facture EUR-MED peuvent être considérés comme des produits originaires du Maroc, de la Communauté ou de l'un des autres pays et territoires de la zone pan-euromed et satisfont aux autres conditions du protocole peuvent, notamment, se présenter sous les formes suivantes :

- (a) preuve directe des opérations effectuées par l'exportateur ou le fournisseur afin d'obtenir les marchandises concernées, contenue par exemple, dans ses comptes ou sa comptabilité interne;
- (b) documents établissant le caractère originaire des matières mises en œuvre, délivrés ou établis au Maroc ou dans la Communauté où ces documents sont utilisés conformément au droit interne;
- (c) documents établissant l'ouvraison ou la transformation des matières, subie au Maroc ou dans la Communauté, établis ou délivrés dans ces pays où ces documents sont utilisés conformément au droit interne;
- (d) certificats de circulation EUR.1 ou EUR-MED ou déclarations sur facture ou déclaration sur facture EUR-MED établissant le caractère originaire des matières mises en œuvre, délivrés ou établis dans la Communauté ou au Maroc conformément au protocole, ou dans un des autres pays et territoires visés aux articles 3 et 4, conformément à des règles d'origine identiques à celles fixées par ce protocole;
- (e) preuves appropriées concernant l'ouvraison ou la transformation subie en dehors du Maroc ou de la Communauté ou d'un des autres pays et territoires avec lesquels le cumul est applicable.

VI.05.04.05.15 - Conservation de la preuve de l'origine et des documents probants

- 1) L'exportateur sollicitant la délivrance d'un certificat EUR.1 ou EUR-MED doit conserver pendant trois ans au moins les documents appropriés prouvant le caractère originaire du produit concerné ainsi que le respect des autres conditions prévues par le protocole.
- 2) L'exportateur établissant une déclaration sur facture ou une déclaration sur facture EUR-MED doit conserver pendant trois ans au moins la copie de ladite déclaration sur facture, de même que les documents justificatifs de l'origine et des autres conditions prévues par le protocole.
- 3) Le fournisseur établissant une déclaration du fournisseur doit conserver pendant trois ans au moins une copie de la déclaration et de la facture, des bons de livraison ou de tout autre document commercial auxquels la déclaration est annexée, de même que tous les documents appropriés établissant que les informations qu'elle contient sont correctes.
- 4) Le fournisseur établissant une déclaration à long terme doit conserver pendant trois ans au moins une copie de la déclaration et de toutes les factures, bons de livraison ou autres documents commerciaux concernant les marchandises couvertes par cette déclaration adressés au client concerné, de même que tous les documents appropriés établissant que les informations qu'elle contient sont correctes. Cette période prend cours à compter de la date d'expiration de la validité de la déclaration à long terme.
- 5) Les autorités douanières du pays d'exportation qui délivrent un certificat EUR.1 ou EUR-MED

doivent conserver pendant au moins trois ans le formulaire de demande de l'exportateur

6) Les autorités douanières du pays d'importation conservent pendant au moins trois ans les certificats de circulation EUR.1 et EUR-MED ainsi que les déclarations sur facture et les déclarations sur facture EUR-MED qui leur ont été présentés.

VI.05.04.05.16 - Discordances et erreurs formelles

1) La constatation de légères discordances entre les mentions portées sur une preuve de l'origine et celles portées sur les documents produits au bureau de douane en vue de l'accomplissement des formalités d'importation des produits n'entraîne pas ipso facto la non validité de la preuve de l'origine, s'il est dûment établi que ce document correspond au produit présenté.

2) Les erreurs formelles manifestes telles que les fautes de frappe dans une preuve de l'origine n'entraînent pas le refus du document si ces erreurs ne sont pas de nature à mettre en doute l'exactitude des déclarations contenues dans ledit document.

VI.05.04.05.17 - Montants exprimés en euros

1) Pour l'application des dispositions relatives aux limitations des valeurs applicables aux déclarations sur facture et aux opérations dispensées de la production de preuves de l'origine, lorsque les produits sont facturés dans une monnaie autre que l'euro, les montants exprimés dans la monnaie nationale des pays et territoires visés aux articles 3 et 4, équivalents aux montants en euros, sont fixés annuellement par chacun des pays en question.

2) Un envoi bénéficie de ces dispositions, sur la base de la monnaie dans laquelle la facture est libellée, selon le montant fixé par le pays ou territoire concerné.

3) Les montants à utiliser dans une quelconque monnaie nationale de l'ensemble de ces pays font l'objet d'une instruction diffusée à la fin de l'année pour être applicable le 1^{er} jour de l'année suivante.

VI.05.04.06 - MÉTHODES DE COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

VI.05.04.06.01 - Assistance mutuelle

Afin de garantir une application correcte du protocole, les administrations douanières du Maroc et de la Communauté Européenne se prêtent mutuellement assistance pour le contrôle de l'authenticité des certificats de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED, des déclarations sur facture, des déclarations sur facture EUR-MED ou les déclarations du fournisseur et de l'exactitude des renseignements fournis dans lesdits documents.

Les spécimens des empreintes des cachets utilisés dans les bureaux douaniers des Etats de la Communauté Européenne pour la délivrance des certificats de circulation des marchandises EUR.1 et EUR-MED, doivent être conformes à ceux figurant dans la base de données relative aux « Instruments d'authentification des certificats d'origine » disponible sur le site intranet.

VI.05.04.06.02 - Contrôle de la preuve de l'origine

1) Le contrôle a posteriori des preuves de l'origine est effectué par sondage ou chaque fois que les services douaniers du bureau d'importation ont des doutes fondés en ce qui concerne l'authenticité de ces documents, le caractère originaire des produits concernés ou le respect des autres conditions prévues par le protocole.

2) A cette fin, le service adressera aux administrations douanières de la Communauté Européenne, le certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou EUR-MED et la facture, si elle a été présentée, la déclaration sur facture ou la déclaration sur facture EUR-MED, ou une copie de ces documents, en indiquant, le cas échéant, les motifs de fond ou de forme qui justifient une enquête. A l'appui de cette demande de contrôle a posteriori, le service doit fournir tous les documents et tous les renseignements obtenus qui font penser que les mentions portées sur la preuve de l'origine sont inexactes.

3) A l'exportation, les services douaniers habilités peuvent exiger toutes les preuves et effectuer les contrôles des comptes de l'exportateur ou tout autre contrôle qu'ils estiment utile, avant de viser les documents justificatifs de l'origine.

4) A l'importation, si le service décide de surseoir à l'octroi du traitement préférentiel aux produits concernés dans l'attente des résultats du contrôle, il offre à l'importateur la mainlevée des produits, sous réserve des mesures conservatoires jugées nécessaires.

5) Les autorités douanières sollicitant le contrôle sont informées dans les meilleurs délais de ses résultats. Ceux-ci doivent indiquer clairement si les documents sont authentiques et si les produits concernés peuvent être considérés comme des produits originaires du Maroc, de la Communauté Européenne ou de l'un des autres pays visés aux articles 3 et 4 et remplissent les autres conditions prévues par le protocole.

6) En cas de doutes fondés et en l'absence de réponse à l'expiration d'un délai de dix mois après la date de la demande de contrôle ou si la réponse ne comporte pas de renseignements suffisants pour déterminer l'authenticité du document en cause ou l'origine réelle des produits, les autorités douanières qui sollicitent le contrôle refusent le bénéfice des préférences, sauf en cas de circonstances exceptionnelles.

VI.05.04.06.03 - Contrôle des déclarations du fournisseur

1) Le contrôle a posteriori des déclarations du fournisseur ou des déclarations à long terme du fournisseur peut être effectué par sondage ou chaque fois que les autorités douanières du pays où ces déclarations ont été prises en considération pour délivrer un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou pour établir une déclaration sur facture ont des doutes fondés quant à l'authenticité du document ou l'exactitude des renseignements fournis dans ce document.

2) Le contrôle de ces documents est effectué selon la même procédure que pour les autres preuves de l'origine.

3) Les autorités douanières sollicitant le contrôle sont informées dans les meilleurs délais de ses résultats. Ceux-ci doivent indiquer clairement si les informations figurant dans la déclaration du fournisseur sont correctes et permettre de déterminer si et dans quelle mesure la déclaration du fournisseur peut être prise en considération pour délivrer un certificat de circulation des marchandises EUR.1 ou pour établir une déclaration sur facture.

VI.05.04.07 - SANCTIONS

Des sanctions sont appliquées à toute personne qui établit ou fait établir un document contenant des données inexactes en vue de faire admettre un produit du régime préférentiel, conformément aux dispositions contentieuses en vigueur.

VI.05.04.08 - ZONES FRANCHES

1) Le Maroc et la Communauté Européenne prennent toutes les mesures nécessaires pour éviter que les produits qui sont échangés sous le couvert d'une preuve de l'origine et qui séjournent, au cours de leur transport, dans une zone franche située sur leur territoire n'y fassent l'objet de substitutions ou de manipulations autres que les manipulations usuelles destinées à assurer leur conservation en l'état.

2) Par dérogation au paragraphe 1, lorsque des produits originaires du Maroc ou de la Communauté Européenne importés dans une zone franche sous couvert d'une preuve de l'origine subissent un traitement ou une transformation, le service douanier compétent délivre un nouveau certificat EUR.1 ou EUR-MED à la demande de l'exportateur, si le traitement ou la transformation auxquels il a été procédé sont conformes aux dispositions du protocole.

[1] : Conformément au Traité du 29 mars 1923, la Principauté du Liechtenstein est en union douanière avec la Suisse et est une Partie Contractante à l'accord du 2 mai 1992 sur l'Espace économique européen.

[2] : Les pays ou territoires participant au partenariat euro méditerranéen ayant accompli les formalités requises pour l'application du cumul avec le Maroc sont : le Maroc, la Turquie, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie.